

Le Club de Mediapart

Participez au débat



HARPAGES

Abonné·e de Mediapart
BILLET DE BLOG 12 AOÛT 2022

Réagir avant qu'il ne soit trop tard ! 3/4

L'avenir n'est plus ce qu'il était ! La guerre en Ukraine, la menace nucléaire, la crise alimentaire, le dérèglement climatique, les feux gigantesques de l'été, les inondations meurtrières, autant d'épisodes anxiogènes de la modernité face auxquels nous devons impérativement réagir. Ces désordres du monde constituent une opportunité à saisir pour modifier notre trajectoire

Ce blog est personnel, la rédaction n'est pas à l'origine de ses contenus.

3. Négocier le virage

Le ressort démocratique

En définitive, la guerre en Ukraine a exacerbé les tensions diplomatiques, politiques, économiques au sein d'un espace mondialisé très éloigné de l'harmonie universelle sur laquelle les libéraux avaient pourtant jeté leur dévolu dès le 19^{ème} siècle. L'interdépendance économique condamnable, la menace nucléaire plus inquiétante que jamais, la crise alimentaire malencontreusement promise aux pays les plus vulnérables, le désordre écologique généralisé devraient nous alerter sur la nécessité d'engager, opportunément, avant qu'il ne soit trop tard, un changement de cap.

La perspective d'une société plus autonome et nécessairement plus démocratique vers laquelle nous devons nous orienter passera par la réintégration du pouvoir politique dans la personne du citoyen ordinaire, libre, responsable, éclairé, doué de raison, affranchi de tutelles infantilisantes et accédant à une égalité des droits. Dès lors, la démocratie représentative, présentement en état de faiblesse, impliquera la réappropriation par chacun de tous les enjeux, qu'ils soient politiques, économiques, écologiques, énergétiques, sanitaires, alimentaires. Il nous faudra impérativement récupérer ce qui a été abandonné au marché et répondre, par voie de conséquence, aux questions essentielles du "Que produire ?" "Quand ?" "Où ?" "Comment ?" "Pour qui ?" Il est indispensable de prendre en compte les besoins individuels et collectifs, de s'appuyer sur un ensemble de demandes et de ne plus attendre docilement les offres des entreprises, lesquelles ne sont mobilisées que par la recherche d'une rentabilité optimale. En associant démocratiquement les populations à la définition souveraine de leurs choix, la mise en œuvre de mesures coercitives, notamment sur le plan écologique, sera vécue moins douloureusement.

75 ans après Hiroshima, 11 ans après Fukushima le nucléaire civil et militaire prolifère. Nous sommes donc entrés

dans "l'âge atomique" par la volonté de décideurs, d'experts autoproclamés – politiciens et militaires – qui, comme le souligne Günther Anders, se targuent d'être plus compétents. La question du nucléaire doit plus que jamais faire l'objet d'une délibération démocratique car « *chacun de nous, au même titre, a le droit d'élever la voix en signe d'avertissement.* »^[1] Le droit d'élever la voix devrait d'ailleurs s'étendre au domaine des énergies renouvelables (éolien et méthanisation) pour lesquelles les propositions de la Commission Nationale du Débat Public sont encore largement insuffisantes puisque l'Etat demeure souverain dans ses décisions.

La souveraineté alimentaire

Les dégâts causés depuis les années 1950 sur la santé des mangeurs et des agriculteurs par l'agriculture industrialisée doivent nous inciter à être vigilants et résistants dans le domaine de la production alimentaire. Manger est devenu un acte politique et il n'est plus concevable de tout attendre, en la matière, d'une politique de l'offre, financée par un puissant système bancaire, définie par une science agronomique institutionnalisée, enseignée dans les écoles supérieures nationalisées lesquelles sont assujetties à l'industrie chimique hautement lucrative. En vérité, l'immense majorité des mangeurs souhaitent disposer d'une assiette composée d'aliments locaux, sains, non transformés, peu chargés en sel et en matières grasses et bien évidemment débarrassés des pesticides et des biocides. Les maladies alimentaires, trop répandues dans les milieux populaires, devront être sévèrement combattues et le droit à l'alimentation de qualité sera inscrit lui aussi dans la constitution.

Une paysannerie combative, éloignée des syndicats agricoles majoritaires, s'attache précisément aujourd'hui à faire revivre une agriculture vertueuse, écologique restituant aux sols leur fertilité naturelle. Trop souvent méprisée et victime de propos dépréciatifs, elle est porteuse d'espoirs et de valeurs citoyennes.

Sans nul doute, la restauration d'une authentique démocratie alimentaire exigera la mise en œuvre de la sécurité sociale de l'alimentation, objet de recherche inédite réalisée, depuis plusieurs années, par des sociologues, tel Bernard Friot, des agronomes et des militants de la cause paysanne. A la manière d'Ambroise Croizat, ministre communiste du travail entre 1945 et 1947, qui mit en place le régime général de la sécurité sociale, il s'agira de confier la gestion de la sécurité sociale de l'alimentation aux intéressés eux-mêmes.^[2] Aussi, chacun pourra disposer mensuellement, sur une carte vitale de l'alimentation, d'une somme de 150€ lui permettant d'accéder, auprès de professionnels conventionnés, à une alimentation locale, biologique. Ce dispositif, financé par le mécanisme de la cotisation sociale (salariale et patronale), permettra de faciliter l'accès au foncier pour les paysans-producteurs, lesquels travailleront la terre respectueusement et offriront, en échange d'une rémunération digne et garantie, une alimentation saine à tous les mangeurs, quelle que soit leur position sociale. Progressivement les acteurs surpuissants de l'agro-industrie et de la grande distribution seront éliminés^[3]. L'inquiétude changera de camp !

La relocalisation de la production alimentaire associée à une relocalisation de l'action politique nous autorisera à cheminer sur la voie de la souveraineté alimentaire, notion définie en 1996, lors du contre-sommet de la FAO à Rome, par Via Campésina, mouvement paysan international, qui proclama « *le droit des peuples à une alimentation saine, dans le respect des cultures produites à l'aide de méthodes durables et respectueuses de l'environnement, ainsi que leur droit à définir leurs propres systèmes alimentaires et agricoles.* »^[4] Afficher son autonomie, revivifier les traditions culturelles, se détourner de l'emprise du commerce mondial, voilà un programme audacieux et ambitieux qui conviendra parfaitement à tous les peuples -soumis à la loi des avantages comparatifs- et tout particulièrement à ceux du Sud qui récupéreront avantageusement l'usage de leurs ressources naturelles, réveilleront les cultures vivrières scandaleusement concurrencées par les monocultures d'exportation destinées aux

pays du Nord lesquels ont recréé de la sorte des relations néocoloniales. Que l'on songe à la déforestation du territoire brésilien causée par la culture du soja destiné à l'élevage occidental ! Une souveraineté alimentaire est donc hautement préférable à la dépendance générée par des échanges commerciaux mondialisés et dont le conflit russo-ukrainien a montré toute la perversité.

Toutefois, ce n'est pas cette guerre qui a provoqué la crise alimentaire actuelle car celle-ci était présente dans le monde bien avant que Poutine ait décidé d'envoyer son armée en Ukraine. La faim dans le monde, qui n'est pas récente, est étroitement liée d'une part au dérèglement climatique ayant provoqué, dans plusieurs pays, sécheresses, inondations mais aussi à l'hyperspécialisation ricardienne de la production agricole générant un appauvrissement des sols. Ce modèle alimentaire, promu par l'Organisation Mondiale du Commerce, accorde la priorité aux échanges au mépris du droit des populations à définir elles-mêmes ce qu'elles désirent manger.

Relocaliser

« *Quand on peut produire soi-même autant le faire ! Quand on a sous ses pieds des ressources, plutôt que de les vendre à l'autre bout du monde, autant les utiliser !* » Ces propos de Bertrand Badie[5], chargés de bon sens, viennent démentir opportunément ceux de Pascal Lamy évoqués plus haut. La souveraineté économique, sœur de la souveraineté politique -entendue comme un autogouvernement du peuple et non comme un gouvernement des élites- devient aujourd'hui un impératif écologique puisqu'importer des marchandises c'est également exporter des émissions de carbone. La "relocalisation solidaire"[6], éloignée de sa forme chauvine et identitaire promue par les forces politiques d'extrême droite[7], lesquelles dévoient le discours radical de l'écologie politique, s'avère indispensable. « *Relocaliser, c'est bien sûr produire localement pour l'essentiel les produits servant à la satisfaction des besoins de la population à partir d'entreprises locales financées par l'épargne collectée localement.* » [8] déclare Serge Latouche, inscrivant son analyse dans le cadre du projet d'une société de décroissance qu'il appelle de ses vœux et dont l'urgence s'impose. Cette relocalisation résonne au cœur du monde de l'écologie comme une évidence car avec la fin annoncée du pétrole, il conviendra non seulement d'être sobre mais il nous faudra produire, là où nous sommes, l'énergie nécessaire à notre quotidien grâce notamment aux éoliennes, aux panneaux photovoltaïques et à la géothermie.

Le libre-échange, dont on peine à sortir -l'ahurissant accord passé récemment entre l'Union Européenne et la Nouvelle Zélande en est une nouvelle preuve- exige une concurrence de plus en plus folle et un productivisme dévastateur précarisant la main d'œuvre la moins qualifiée sur un marché du travail mondialisé et exerçant une ponction irréparable sur les ressources de la planète. Produire moins, produire mieux, produire localement ! Tel est le slogan qu'il conviendra de diffuser massivement.

De quels outils pourrait-on se doter pour entrevoir la mise en place d'une relocalisation que beaucoup redoutent mais que d'autres, tels certains objecteurs de croissance, veulent non seulement solidaire mais aussi ouverte ? Ressurgit alors, de manière récurrente, la controverse au sujet du protectionnisme, terme problématique, non dénué d'ambiguïté, jugé tabou dans un univers dominé par le discours hégémonique du libre-échange mais revendiqué chaudement par les courants nationalistes.

Deux exemples pour illustrer cette complexité. On peut ne pas être insensible à la démarche de la Confédération paysanne qui réclame l'instauration de prix minimum sur le marché français des fruits et légumes importés afin de soutenir d'une part un secteur fragilisé par le dumping social et de garantir d'autre part les revenus des producteurs

et de tous les salariés agricoles européens. A contrario, il n'est pas inutile de dénoncer les subventions octroyées aux agriculteurs européens, lesquelles provoquent une concurrence déloyale à l'encontre des petits producteurs et éleveurs africains notamment. Souvenons-nous de la campagne de protestation du début des années 2000 : "Exportations de poulets : l'Europe plume l'Afrique".

En vérité, le libre-échange, conçu sur la base de la théorie ricardienne, est déjà une forme déguisée de protectionnisme puisque l'avantage technique, économique, climatique, salarial confère au pays qui en dispose une singularité, une particularité voire un monopole protecteur lui permettant de déployer avec ardeur son appareil productif.

Si des mesures protectionnistes doivent être prises, elles seront détachées des impératifs de croissance. Le "protéger pour croître" n'a rien à envier au "libéraliser pour croître" car le trop plein d'économie, déversé sur une planète en souffrance, a déjà asservi les hommes plus qu'il ne les a servis. C'est l'économie qui est punitive, pas l'écologie ! Le nécessaire débat citoyen autour du protectionnisme exigera une coopération internationale. A titre d'exemple, la définition multilatérale de normes sociales et environnementales imposées sur toutes les importations est souhaitable. De même, une taxe kilométrique indexée sur les distances parcourues et non sur le seul franchissement des frontières pourrait faire naître des territoires superposés et reliés plutôt que juxtaposés et étrangers. Des projets transfrontaliers pourraient ainsi être envisagés.^[9]

Certes, la pression écologique commandera les relocalisations mais celles-ci ne pourront être pensées indépendamment du contexte géopolitique international. La définition de la frontière devra nécessairement évoluer. Il est improbable voire impossible aujourd'hui que les Etats-Nation puissent se replier hermétiquement derrière des frontières nationales infranchissables. Les réfugiés climatiques, attirés par les régions du monde encore épargnées par les catastrophes, rejoindront massivement les réfugiés politiques. Pour les uns et les autres, c'est le cri de colère "No Border" qu'il faudra clamer.

La mobilité géographique des populations attachées aux singularités culturelles, aux respects des traditions, aux échanges d'idées, aux pratiques linguistiques, à la rencontre, à la mise en commun de savoirs, de savoir-faire ne pourrait en rien être contrariée. Comme l'écrit Régis Debray : « *La mixité des humains ne s'obtiendra pas en jetant au panier les cartes d'identité mais en procurant à chacun un passeport.* »^[10]

N'en déplaise aux esprits chagrins recroquevillés obsessionnellement sur leur intolérance, leur méfiance, leur mépris de la différence, les relocalisations s'accompliront dans le cadre d'un internationalisme écologique, féministe, sanitaire, antimilitariste et anticapitaliste. Les virus, comme les pollutions, les images, les imaginaires, les idées traversent allègrement les frontières et imposent désormais une autre perception du monde plus ouverte, plus conviviale plus solidaire. Être citoyen, c'est aussi et surtout être citoyen du monde.^[11]

Lire la suite : Cheminer autrement 4/4

^[1] Ibid p 85

^[2] "Le plan français de sécurité sociale, en effet, à la différence de la plupart des plans étrangers, est inspiré du souci de confier à la masse des travailleurs, à la masse des intéressés la gestion de leur propre institution, de manière que la sécurité sociale soit le fait non d'une tutelle paternaliste ou étatiste, mais de l'effort conscient des bénéficiaires eux-

mêmes. (...)” *Discours d’Ambroise Croizat le 8 août 1946.* <https://www.humanite.fr/culture-et-savoirs/series-detete/ambroise-croizat-et-la-securite-sociale-une-creation-continue-pour-le>

[3] Voir : <https://la-bas.org/la-bas-magazine/entretiens/bernard-friot-pour-une-securite-sociale-de-l-alimentation> et accéder au site : <https://www.isf-france.org/articles/pour-une-securite-sociale-alimentaire>

[4] *La riposte des paysans*, Sylvia Pérez-Vitoria ; Actes sud 2010, p230

[5] *La grande table*, France culture le 4 avril 2022

[6] Lire *Pas d’emplois sur une planète morte* du collectif *Plus jamais ça*.

[7] La relocalisation promue ici se démarque du localisme défendu par l’eurodéputé du Rassemblement National Hervé Juvin qui, selon le quotidien l’Humanité, comparait en 2021 les immigrés à des nuisibles : “*Les écosystèmes ne vivent que s’ils sont séparés des autres écosystèmes. Le grand problème d’un écosystème, ce sont les espèces invasives.*” L’Humanité des 22 ,23 ,24 avril 2022.

[8] *Le pari de la décroissance*, Pluriel 2022, p273

[9] Lire : <https://basta.media/Ni-protectionnisme-ni-neoliberalisme-mais-une-relocalisation-ouverte-base-d-une> et aussi : *Pas d’emplois sur une planète morte* du collectif *Plus jamais ça*.

[10] *Eloge des frontières*, Gallimard 2012, p 90

[11] Lire le Hors-série n°75 de Politis, juillet-août 2022 et précisément les interviews de Bertrand Badie et Etienne Balibar.

Ce blog est personnel, la rédaction n’est pas à l’origine de ses contenus.